

Rwanda : « Si vous êtes neutres en période de génocide, vous êtes du côté des assassins »

Léa Masseguin

Jeune Afrique, 16 mai 2019

En 1994, Jean-Hervé Bradol s'est rendu au Rwanda en tant que responsable de programme à Médecins sans frontières (MSF). À son retour en France, il est l'un des premiers à dénoncer publiquement les responsabilités de la France dans ce génocide.



Archives © Avril 1994. Dans le camion qui transporte la première équipe évacuée vers l'aéroport de Kigali. Avec dr Jean-Hervé Bradol, responsable des programmes MSF pour le Rwanda et coordinateur de l'ouverture du projet Kigali, et des employés CICR dont Paul Grossrieder, alors directeur adjoint des opérations du CICR, venu en visite depuis Genève

16 mai 1994 : Jean-Hervé Bradol vient de rentrer du Rwanda, où le génocide perpétré contre les Tutsi a déjà fait des centaines de milliers de victimes depuis le 7 avril. À son retour en France, celui qui est alors responsable de programme à Médecins sans frontières (MSF) est invité au journal de 20 heures de TF1. En direct, devant plusieurs millions de téléspectateurs, il dénonce le rôle trouble joué par la France aux côtés du régime génocidaire. « Les gens qui mettent en œuvre cette politique planifiée et systématique d'extermination sont financés, entraînés

et armés par la France », alerte-t-il, affirmant qu'il a assisté à un « massacre de très grande ampleur ».

Cette annonce fera l'effet d'une bombe. Un mois plus tard, l'humanitaire sera convoqué par le président de la République, François Mitterrand, qui, en privé, qualifie devant lui le gouvernement intérimaire rwandais « d'assassin ».

Jeune Afrique : À partir de 1993, vous avez effectué des missions régulières au Rwanda pour MSF. Étiez-vous alors conscient du soutien français au régime hutu de l'époque ?

Jean-Hervé Bradol : J'ai été étonné de constater cette implication française entre 1990 et 1993. Par exemple, j'ai vu des soldats français en train de contrôler les cartes d'identité de civils à l'entrée et à la sortie de Kigali aux côtés de leurs collègues rwandais. Or, ces cartes d'identité mentionnaient l'ethnie de chacun. J'ai également entendu deux sous-officiers français des troupes de marine discuter des fiches de paie des unités de l'armée rwandaise. À ce moment-là, j'ai compris à quel point la France gérait étroitement l'armée rwandaise, y compris sur le plan du commandement des opérations.

Jusqu'en juin 1994, les massacres qui se déroulent au Rwanda sont peu médiatisés. Comment avez-vous procédé pour alerter l'opinion ?

Effectivement, jusqu'à l'opération Turquoise très peu de journalistes se sont rendus dans le pays. Les envoyés spéciaux couvraient principalement la guerre en Bosnie ou l'élection de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Avec nos moyens, nous avons essayé de partager notre expérience en diffusant un rapport pour faire reconnaître qu'un processus d'extermination était en cours contre les Tutsi. En juin 1994, comme rien n'avancait, nous avons lancé une campagne intitulée « On n'arrête pas un génocide avec des médecins ». On appelait ouvertement à une intervention militaire internationale contre le camp génocidaire.

Votre intervention au 20 heures de TF1, lors de laquelle vous avez dénoncé les « responsabilités écrasantes » de la France, fit l'effet d'une bombe. Comment les autorités françaises ont-elles réagi ?

Quelques jours après mon passage sur TF1, deux diplomates de la cellule « Afrique » de la présidence de la République, Bruno Delaye et Dominique Pin, m'ont convoqué avec Philippe Biberson, l'ex-président de MSF. Notre objectif était d'obtenir qu'ils fassent pression sur les alliés de la France pour que les massacres cessent mais nous étions extrêmement choqués par le déni de leurs responsabilités.

Un mois plus tard, nous avons cette fois été convoqués par François Mitterrand. Il nous a annoncé qu'il considérait désormais très négativement les anciens alliés de la France, qualifiant même le gouvernement intérimaire « d'assassin ». Cette rencontre a eu lieu juste avant le lancement de l'opération Turquoise, qui se revendiquait neutre. Or si vous êtes neutres face à un génocide, vous vous rangez du côté des assassins. Ce n'est pas une opération dont l'armée française peut être fière, contrairement à ce que continuent à prétendre les anciens ministres impliqués dans cette affaire.

Cette opération a-t-elle tout de même eu des effets positifs ?

Turquoise a empêché que des déplacements de population encore plus importants se produisent, et les soldats français ont sauvé quelques milliers de Tutsi qui avaient survécu dans les régions de Kibuye, Cyangugu ou Gitarama. Cependant, c'est l'opération Turquoise qui a laissé entrer au Zaïre les auteurs du génocide sans les inquiéter, avec tout leur équipement. Il faut toutefois rappeler que la France n'est pas le seul pays à s'être accommodé de cette situation.

Un quart de siècle après le génocide, des hommes politiques français comme Hubert Védrine, ancien secrétaire général de l'Élysée à l'époque, continuent de défendre l'action de la France, affirmant par exemple qu'elle seule s'est engagée pour trouver un compromis politique, lequel s'est concrétisé en août 1993 par les accords d'Arusha. Comment réagissez-vous à ces déclarations ?

Les hommes politiques sont dans le déni de leurs responsabilités et de certains événements. Comment peut-on dire que les accords de paix d'Arusha sont un succès alors qu'ils ont été suivis par près d'un million de morts ? Le but était d'obtenir la paix et le partage du pouvoir, mais cela a conduit à l'effet inverse.

Avec la jurisprudence de l'époque et celle d'aujourd'hui, des Français pourraient être accusés des crimes les plus graves au vu de leurs actions au Rwanda entre 1990 et 1993. Même s'il n'y avait pas en France de passion anti-Tutsi et que les militaires français n'avaient pas l'intention de les exterminer, ils se sont tout de même laissés entraîner dans des opérations de soutien à l'armée rwandaise.

Il est d'ailleurs fort possible que la France ait continué de manifester son soutien à cette armée après avril 1994, mais il existe moins de preuves concernant cette période. Tant que les archives françaises et rwandaises ne seront pas ouvertes, le débat restera bloqué.